TL954-8

Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires
et de la protection des minorités
42ème session - 1990
Point 6 de l'ordre du jour

LA VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME

AU TIMOR ORIENTAL

Monsieur le Président
Mesdames et messieurs

Bien que le monde ait énormément changé ces derniers mois, et que la situation des peuples soumis à une occupation coloniale ait connu de bonnes nouvelles, par exemple en ce qui concerne la Namibie, il y a toujours des cas graves de continuelles violations des droits de l'homme du fait que les peuples n'ont pas exercé leur droit à la libre autodétermination.

Le Sahara Occidental est déjà dans la voie des négotiations qui, nous le souhaitons le plus vivement, conduiront le peuple saharaoui à la libre expression de ses voeux concernant son avenir.

Le Timor Oriental est le plus peuplé des territoires non autonomes qui attendent encore, 30 ans après la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux peuples et aux pays coloniaux, et 15 ans après son invasion par l'Indonésie, l'heure ou son peuple pourra exercer son droit au libre choix sur son destin.

La situation qui prévaut au Timor Oriental ne cesse de nous inquiéter. Trois évènements significatifs et récents nous donnent la dimension du problème.

1. Pendant la visite du Pape Jean Paul II, le 12 octobre 1989 et de M. l'Ambassadeur des EUA à Jakarta, les 17, 18 et 19 janvier dernier, des groupes de jeunes timorais se sont manifestés contre l'occupation indonésienne de sa patrie et ont réclamé le droit à l'autodétermination. C'était un fait nouveau et les autorités occupantes ont du mélanger une forte répréssion avec le "respect de l'ordre" devant les personalités visitantes. Cela a permis que, malgré l'action très dure des forces militaires dont le résultat sommait des centaines de bléssés, dont trois en état grave, les manifestations se soient développées pendant les trois jours de la visite de M. l'Ambassadeur Monjo, quelques fois avec environ 3 000 personnes parcourant les rues de Dili.

Amnesty International, devant le Comité de Décolonisation des Nation Unies, le 9 aout dernier, a bien expliqué comment les autorités de Jakarta font face à l'insoumission de ces milliers

d´oppositeurs: les forces de sécurité arrestent, torturent, menacent, relachent les prisonniers, les obigent à se présenter chaque semaine, les obligent à founir des informations sur les activités de leurs parents, amis et collègues, les arrestent encore et ainsi de suite, le cycle continue, indéfiniment. Nous avons obtenu des rapports qui ont permis de conclure que plusieurs personnes ont été arrêtées plusieurs fois, entre septembre 1989 et mai 1990 et chaque fois torturées et menacées.

2. Quinze jours après la visite de l´Ambassadeur américain, le 3 février, le ministre de la Défense et Sécurité, le Général Benny Moerdani, a réuni à Dili 400 personnes, des autorités civiles et militaires, et a prononcé un long discours. Il a notamment déclaré: "**Je vous l´ai déjà dit, si vous essayez d´organiser votre propre Etat, et si le mouvement est fort, suffisamment fort, il sera écrasé par ABRI** [les Forces Armées indonésiennes]. **ABRI peut échouer la 1ère fois, mais il recommencera une 2ème fois, et une 3ème fois. (...) Nous les écraserons tous! Je répète, nous les écraserons tous!**"

Ce discours est très important pour comprendre la situation. Le ministre s´adresse surtout aux timorais et aux autorités chargéés du maintient de l´occupation, il sait que les mensonges habituels sur les liens de fraternité entre indonésiens et timorais ne convaincront personne, tous ceux qui l´écoutent connaissent trop bien ce qui se passe. Il admet donc la réalité des faits: les timorais veulent, ils luttent pour son indépendance. Tant pis si les Nations Unies, la communauté internationale, leur reconnait ce droit. Le ministre menace de mort, l´unité sera assurée par la force.

Et la force est arrivée. Plusieurs informations, provenant de diverses sources, confirment le débarquement d´importantes forces militaires après janvier. Les combats contre la Résistance timoraise augmentent. Les atrocités pratiquées par les forces militaires aussi. Des cadavres sont apparus à Dili, irreconnaisables par des mutilations.

Mais c´est surtout à l´intérieur du pays que les villageois et les paysans continuent à "disparaitre" et à être éxecutés sommairement. Le rapport du Département d´Etat des EUA, publié cette année, admet que "(...) **il subsiste de sérieux problèmes de droits de l´homme (...) des détentions périodiques de timorais suspects de sympathies pour le FRETILIN, assassinats de civils au Timor Oriental (...). Une autobiographie du Président [Suharto] publiée en avril révèle que les ´assassinats mystérieux´ ou exécutions sommaires de milliers de suspects entre 1982 et 1985 [en Indonésie et spécialement à Java] étaient une politique délibérée. (...) On estime que deux douzaines de civils, ou plus, ont été tués par des militaires au Timor Oriental en 1989. Des personnes détenues pour interrogatoires par les forces de sécurité disparaissent temporairement (...). Des rapports crédibles de torture et mauvais traitements de suspects, détenus et prisonniers, sont fréquents. Le traitement de détenus par la police, même pour des incidents mineurs, se termine souvent par des abus. (...) Il arrive régulièrement que les agents de sécurité entrent dans les maisons par la force ou la ruse, spécialement au**

Timor Oriental.(...)" Le rapport d'Amnesty International, déjà cité, rappelle que "**au moins 20 personnes, possiblement plus, ont été exécutées extrajudicialement par les forces de sécurité indonésiennes en 1989 et pendant les premiers mois de 1990. La majorité des victimes des exécutions estrajudiciaires étaient des villageois vivant dans des zones suspectes d'acivité des rebelles. Dans quelques cas, les victimes paraissaient avoir été soumises à des tortures et mauvais traitements avant d'être tuées.**"

3. Un séminaire sur le "Développement au Timor Oriental" qui devait se réaliser à Dili le 19 avril, a été soudainement annulé, pour des "raisons techniques" selon le ministère indonésien de la Défense. Le séminaire, organisé par la Banque Centrale d'Indonésie et le Cabinet du Plan pour le Développement du Timor Oriental devait en particulier débattre les conclusions d'un travail du Département de Recherche sur le Développement Rural et Régional de l'Université Gajah Mada. Le rapport conclut que "**le progrès matériel a échoué dans la résolution des problèmes sociaux, économiques et politiques résultant du processus d'intégration qui a causé de lourdes pertes humaines**" et que "**bien que le gouvernement indonésien considère que l'intégration a résolu le problème de la décolonisation, les timorais ne pensent pas la même chose.**" L'équipe de recherche propose une série de recommandations concernant la future administration du territoire, y compris le retrait progressif des forces militaires, qui devraient être substituées par la police et une modification des relations avec les paysans, dont les traditions et les modes de vie devraient être respectés.

Monsieur le Président
Mesdames et messieurs

Cet étude, réalisé par une équipe d'experts indonésiens, présente, sous la lumière du jour, le vrai problème du Timor Oriental: son peuple, 15 ans après l'invasion indonésienne, n'accepte toujours pas l'occupation étrangère et il est toujours prêt à lutter contre elle, à lutter pour son droit à la libre expression de ses voeux.

Nous assistons aujourd'hui précisement au mouvement contraire à celui préconisé par les chercheurs de l'Université Gajah Mada: une augmentation de la présence et de l'action meurtrière des forces armées et une pratique constante d'intimidation, de terreur organisé, de persécution des paysans, des étudiants, des jeunes, des femmes, des anciens prisonniers politiques; un manque de respect total par la culture et le bien être de la population timoraise, car les efforts de développement, tout le monde le sait, ne bénéficient que les migrants indonésiens; le refus complet de toute liberté d'opinion, de réunion, d'expression à tous les niveux.

Monsieur le Président
Mesdames et messieurs

Le 6 février 1989, Mgr. Belo, Administrateur Apostolique de Dili, a écrit une lettre au Sécrétaire Général de l'ONU en lui demandant

de tout mettre en oeuvre pour qu'un référendum soit organisé au Timor Oriental. Nous sommes heureux que son courageux et sage appel ait été entendu partout dans le monde, dont 270 évêques catholiques, plus de 100 organisations et mouvements chrétiens et plus de 4 000 personalités, de la vie réligieuse, politique et culturelle de 50 pays qui ont signé une lettre publique d'appui à la demande de Mgr. Belo.

Illustres membres de cette Sous-Commission, notre appel se dirige maintenant à vous. Votre attention et votre action sont nécessaires pour que cessent au Timor Oriental les violations des droits de l'homme, pour que tous les timorais puissent jouir des libertés fondamentales propres à l'humanité. Il faut que les organisations humanitaires et de défense des droits de l'homme puissent visiter le territoire sans aucune restriction, il faut que la répréssion sur les jeunes cesse immédiatement, il faut que le peuple timorais puisse, lui-même, choisir librement son destin.

Je vous remercie.